

Contribution Thème C - fiche 1

La FSU n'a pas épuisé son rôle historique

La FSU peut être la cheville ouvrière d'une plate-forme unitaire dans laquelle se reconnaisse le salariat, dans sa diversité.

Alors que le débat public est confisqué par la valse morbide de la droite et de l'extrême-droite, les forces politiques progressistes semblent en voie de marginalisation, de fragmentation, de disparition. Notre génération de militants a rendez-vous avec l'histoire, la mauvaise. Si elle n'est pas certaine, l'issue la plus probable aujourd'hui à la crise sociale, politique, démocratique, que nous traversons, est l'arrivée au pouvoir en 2027 de l'extrême-droite, sans parler des catastrophes géopolitiques ou environnementales qui nous mènent au bord du gouffre.

Le rôle de la FSU, c'est de représenter et d'organiser ceux qui s'occupent de la jeunesse, ceux qui sont la fonction publique, ceux qui oeuvrent pour les services publics, titulaires et précaires. Notre rôle va au-delà de notre nombre parce que le champ qui est le nôtre, de par sa nature, est intimement lié à l'intérêt général, au contrat social. Mais aussi parce que nos pratiques syndicales, notre implantation, notre fonctionnement démocratique, notre crédibilité, nos liens avec les autres acteurs sociaux (associations, intellectuels...) sont un atout rare dans le monde syndical actuel.

Si la FSU a la responsabilité de contribuer au renforcement du pôle des organisations syndicales de transformation sociale, cela doit s'inscrire dans une stratégie de renforcement du syndicalisme dans son ensemble, en tant que mode d'organisation et d'expression du salariat dans sa diversité. Parce qu'il n'y a d'issue pour personne dans le cadre d'un syndicalisme clivé. La FSU peut ainsi oeuvrer utilement au maintien du cadre de l'intersyndicale, pour mener les luttes, bien sûr, mais aussi pour contribuer à l'élaboration d'alternatives économiques et sociales crédibles, à vocation majoritaire, sous la forme d'une plateforme revendicative qui soit mise en débat avec les forces progressistes : le mouvement associatif, les intellectuels, les chercheurs ... Il est de notre responsabilité de représentants du salariat de proposer, à partir du germe que représente l'intersyndicale de 2023, mais aussi l'appel des 201 contre la loi immigration, une démarche unitaire dans la durée qui vise à élaborer une plate-forme revendicative qui rassemble les salariés et qui réponde tout à la fois aux ravages des politiques libérales radicalisées et à ceux à venir de l'extrême-droite nationaliste et raciste. « L'Alliance écologique et sociale » mais aussi « le Pacte pour le pouvoir de vivre » sont des tentatives, des exemples de ce qu'on pourrait faire, à la condition d'agir dans l'unité.

C'est à ce prix, celui de la refondation d'un programme de mandature qui soit charpenté par une plateforme revendicative unitaire, qu'un changement du rapport de force politique redeviendra possible en 2027, voire pour les élections intermédiaires.

C'est au prix de ce travail d'élaboration, vraiment unitaire parce que sans exclusive, sur la formation et l'emploi, les qualifications, les services publics, la jeunesse, le féminisme, l'antiracisme, la précarité, l'environnement, le financement de la dépense publique, la démocratie et la démocratie sociale ... que l'étau du libéralisme et du fascisme pourra être desserré.

Laurent Tramoni, UA, Aix-Marseille